

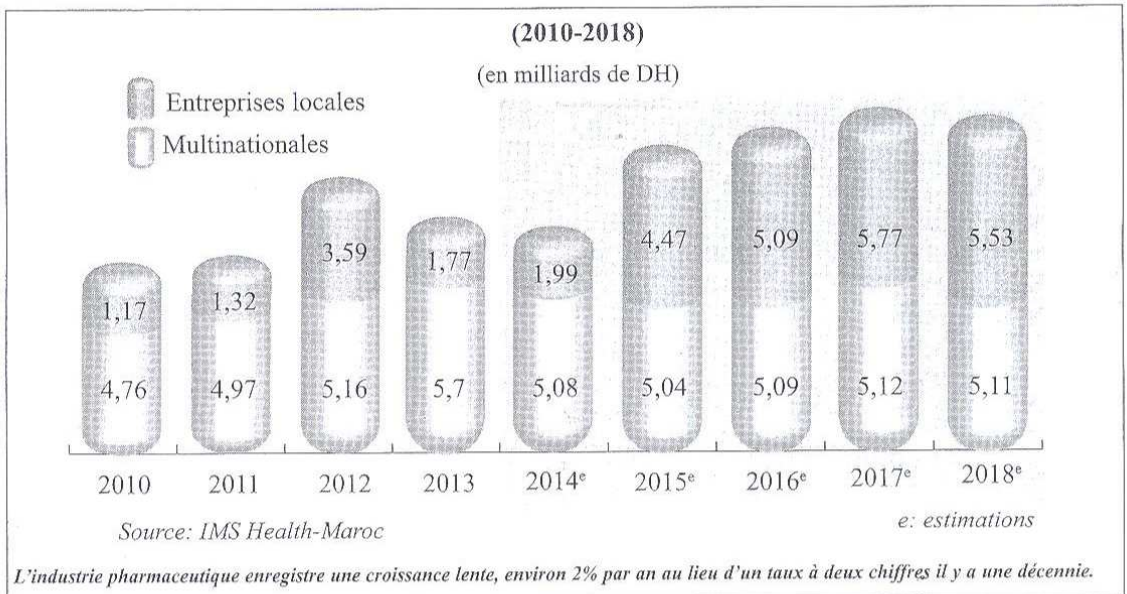
Industrie pharmaceutique:

• Signé en février 2013, l'accord a été abandonné

• S'inscrire dans un écosystème ou rien du tout !

UN contrat-programme signé en grande pompe en février 2013 entre le gouvernement et les trois associations représentant l'industrie pharmaceutique est aujourd'hui enterré. Les industriels ont été priés de revoir leur copie et de se placer dans le cadre du plan d'accélération industrielle. «Le contrat-programme est bloqué. Nous comptons beaucoup dessus puisque la pharmacie a été déclarée comme métier mondial du Maroc. On nous demande de faire un autre travail. Je déplore que notre ministère de tutelle n'ait pas défendu le contrat-programme. Je ne pense pas que ce métier évoluera

de la sorte», fustige Lamiae Tazi, DG de Sothema⁽¹⁾. A l'évidence, reconnaissent



les industriels, les objectifs étaient trop ambitieux, voire irréalistes.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Les opérateurs économiques devraient peut-être cesser de prêter une quelconque force juridique aux coptrats-programmes signés avec le gouvernement et encore moins aux PV

de réunion distribués à l'issue des rencontres avec les responsables politiques. Finalisée en 2006, signée en 2010, la feuille de route 2010-2012 du transport comportait 38 mesures. Il a fallu attendre 2014 pour voir leurs mises en œuvre: deux dispositions: la prime à la casse et la formation des chauffeurs, hors du

Les boulets du secteur

• Faible capacité de production

En 2013, la production nationale était évaluée à 307,4 millions d'unités contre 302 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires du marché privé n'a pas beaucoup évolué. Il est passé de 8,8 milliards de dirhams en 2012 à 8,9 milliards de dirhams. Nous sommes loin de l'époque où le secteur enregistrait des progressions à deux chiffres.

La production couvre 65% des besoins, contre 50% en Tunisie et 30% en Algérie. En 2013, les importations ont dépassé les 5 milliards de dirhams contre 4,7 milliards un an auparavant. Les exportations restent encore timides puisqu'elles étaient estimées à 856 millions de dirhams en 2013 contre 733 millions en 2012.

• 40% du marché contrôlés par 4 firmes

Le panorama des unités industrielles est constitué de 40 laboratoires. Les médicaments sont fabriqués par 32 usines, localisées sur Casablanca. La capacité de production reste faible et

ne permet pas de réaliser des économies d'échelle. De plus, le secteur est fortement convergé par les 4 premières unités qui concentrent 40% de parts de marché. Le secteur est également marqué par une forte concentration des revenus entre les mains de 10 opérateurs qui contrôlent 50% du marché. Les laboratoires produisent seulement 9 boîtes par habitant. A peine 0,6% des médicaments sont écoulés à 1 million d'unités.

• Un marché trop étroit

La base des consommateurs reste limitée à cause de l'absence d'une couverture médicale universelle. Environ 45% de la population ne peut accéder aux soins et donc aux médicaments. Le challenge est d'identifier de nouveaux débouchés. L'extension de la couverture médicale aux indépendants pourrait redonner du souffle à l'industrie du médicament. Le développement de l'export est également une piste, mais cela suppose l'investissement dans la R&D et la généralisation des certifications des produits pharmaceutiques. □

Un contrat-programme fantôme

cadre du contrat-programme. Pour le cas de l'industrie pharmaceutique, elle devrait maintenant faire son deuil et passer à autre chose. Depuis le lancement de la stratégie d'accélération industrielle, Moulay Hafid Elalamy, ministre de tutelle, leur a proposé en contrepartie de réfléchir à la mise en place d'un écosystème. La thématique n'a pas encore été choisie. Cette proposition met la profession dans l'embarras, elle qui n'a pas l'habitude de travailler comme un seul homme sur des projets communs. Les industriels sont toujours à couteaux tirés entre eux et n'arrivent pas à adopter une position commune pour discuter avec le gouvernement. Par ailleurs, «la plupart des unités industrielles sont des structures familiales, qui ne génèrent aucune synergie entre elles. Ce qui réduit leur compétitivité, leurs ressources financières et donc leur capacité d'investissement. De plus, les laboratoires n'ont aucune vision commune et se préoccupent

plus de rentabilité que du développement de l'industrie», déclare Rachid Mrabet, ancien directeur de l'Iscae, chargé d'effectuer un exposé sur le secteur dans le cadre du congrès. Entre 2012 et 2013, les investissements dans le secteur sont montés à 3 milliards de dirhams.

Le consultant en management, membre du Conseil de la concurrence, et auteur de plusieurs travaux sur l'industrie pharmaceutique, a lancé une véritable volée de bois vert aux opérateurs: «Bien que l'industrie remonte au début des années 50, qu'elle soit 2^e en Afrique et certifiée aux normes européennes, elle traîne encore de nombreux boulets».

Le secteur passe par une phase délicate, en raison de la crise économique internationale, ce qui risque d'être aggravé par la baisse des prix de plus de 2.000 médicaments au cours de ces trois dernières années. Six mois après l'application de la troisième baisse, les industriels n'ont pas encore évalué l'impact.

Mais une chose est sûre : la facture sera lourde à la fin de l'année. D'ailleurs la consommation de médicaments, déjà faible au Maroc (414 dirhams environ par habitant et par an), impactera lourdement le chiffre d'affaires de l'industrie et les investissements.

• *Le pharmacien en voie de disparition?*

Le renforcement de la formation constitue l'une des pistes pour développer l'industrie pharmaceutique. «En 28 ans de son existence, la faculté de pharmacie de Rabat ne s'est vue attribuer que sept postes budgétaires d'enseignants. Cette année encore, nous n'avons obtenu que deux postes, l'un pour la pharmacie industrielle et le second pour la pharmacie clinique. Par conséquent, en quatre ans, nous ne pourrions former que quatre pharmaciens : deux biologistes,

un industriel et un pharmacien hospitalier pour tout le Maroc», tempête Jamal Tawfik, vice-doyen de la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat. Cette année, la faculté a renoncé à organiser le concours de résidanat. Si l'on continue sur ce trend, il n'y aura plus de pharmaciens biologistes ou répartiteurs.

Le vice-doyen rappelle l'examen en ce moment de 60 demandes d'équivalences. Moralité : les jeunes bacheliers sont obligés d'aller à l'étranger pour décrocher des diplômes dans ces spécialités. Des diplômes dont la crédibilité n'est pas toujours assurée. □

Hassan EL ARIF

(1) Lors du 18^e congrès du Conseil de l'Ordre des pharmaciens fabricants et répartiteurs, organisé samedi 22 novembre